

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1870

28 juin 2016

SOMMAIRE

C5 Holdings	89714	EastGate Capital S.à r.l.	89720
Corundum Diversity Sicav	89718	E-Carlux SARL	89720
CV Trans S.à r.l.	89715	EI AV Investments II S.à r.l.	89720
Data Center Europe S.à r.l.	89715	Eikon Invest V S.A.	89719
Dawson Investment S.A.	89714	Evergreen Investments S.A.	89719
DCL Group S.A.	89717	Evergreen SICAV-FIS	89719
Degroof Bonds	89716	E.V.G. (Ergon Vehicle Gulliver) S.A.	89719
Degroof Bonds	89716	Exor S.A.	89719
Deltainvest S.A.	89718	Pix S.à r.l.	89760
Delta.Line.Lux S.A.	89715	Prospector Rig 1 Contracting Company S.à r.l.	89760
Delta.Line.Lux S.A.	89716	Q8 Veinen Sàrl	89760
Deutsche Bank Luxembourg S.A.	89718	Quetzal Investments	89760
Dictame II S.A.	89718	SD Credit Holding, Sàrl	89734
Dinvest	89717	SGG Holdings S.A.	89721
Doosan Power Systems S.A.	89714	SGG Participations S.A.	89721
Doralcapital S.A.	89716	Sixty Europe S.A.	89721
Dore Holding S.à r.l.	89717	SKB Capital S.A.	89721
Dore Holding S.à r.l.	89717	Société Financière Robichon S.A.	89720
D'Polster Fabrik Sàrl	89715	TeamSystem HoldCo S.à r.l.	89747
Dream Global Luxembourg Holdings S.à r.l.	89714	TeamSystem HoldCo S.à r.l.	89756
Drina S.à r.l.	89717	Volga Resources Investments	89722
EastGate Capital S.à r.l.	89720	Volga Resources Investments	89722

Doosan Power Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 125.754.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique à l'assemblée générale du 26 avril 2016

1. Les mandats des administrateurs: Monsieur Ji Taik CHUNG, Monsieur Myong Dong RYU, Monsieur Yong Jin SONG, Monsieur Myeongho JANG, Monsieur Kwang Seob JUNG et Monsieur Danny McBRIDE ont été renouvelés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

2. Le mandat de Deloitte Audit, réviseur d'entreprises agréé a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Doosan Power Systems S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016100967/17.

(160072005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Dream Global Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1282 Luxembourg, 2, rue Hildegard von Bingen.
R.C.S. Luxembourg B 160.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Dream Global Luxembourg Holdings S.à r.l.

Dream Global Advisors Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2016100968/11.

(160072175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Dawson Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 122.494.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2016.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016100970/12.

(160072291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

C5 Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 163.679.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2016.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016100954/14.

(160072305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

CV Trans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9554 Wiltz, 36, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 203.681.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2016, représentant l'intégralité du capital social, a pris acte des décisions suivantes:

1. la société accepte la démission du gérant technique, Monsieur Artur José PRAZERES BARROSO avec effet immédiat à ce jour.

2. la société accepte la nomination du nouveau gérant technique, Monsieur Sérgio Manuel DOS SANTOS, né le 25 juin 1964 à São Julião da Figueira da Foz (Portugal), demeurant à L-3712 Rumelange, 1, rue des Artisans avec effet immédiat à partir de ce jour pour une durée indéterminée.

3. la société accepte la continuation du gérant administratif, Monsieur Tomas Ananias FURTADO CABRAL pour une durée indéterminée.

4. la société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100953/19.

(160072511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

D'Polster Fabrik Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6850 Manternach, 3, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 136.607.

—
Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100956/9.

(160071890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Data Center Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 176.535.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100957/9.

(160071988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Delta.Line.Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 194.023.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 15 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle des administrateurs est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016100962/17.

(160072483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Degroof Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 22.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Pour Degroof Bonds

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2016100960/13.

(160071973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Degroof Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 22.421.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 13 avril 2016

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Vincent PLANCHE, Rudy GLORIEUX et Vincenzo SCARFO, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2017,

2.

3. de réélire KPMG Luxembourg Société Coopérative, en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2017.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Pour Degroof Bonds

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2016100961/18.

(160071974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Delta.Line.Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 194.023.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016100963/11.

(160072483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Doralcapital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.479.

L'adresse des administrateurs, Messieurs Reno Maurizio TONELLI, Philippe PONSARD et Claude SCHMITZ est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016100977/12.

(160072543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Dore Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 80.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2016100978/11.

(160072237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Dore Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 80.132.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2016100979/11.

(160072238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Drina S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7540 Rollingen, 201, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 196.606.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 14 avril 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 29 avril 2016.

Maître Marc LECUIT
Notaire

Référence de publication: 2016100980/13.

(160072261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Dinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 24.540.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100975/9.

(160072007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

DCL Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 121.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016100971/10.

(160071991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Deltainvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 169.573.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 11 avril 2016 à 11.00 heures à Luxembourg

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes venant à échéance lors de la présente Assemblée, celle-ci décide, à l'unanimité, de renouveler le mandat des administrateurs Monsieur Koen LOZIE, de JALYNE S.A. et de PACBO EUROPE Administration et Conseil 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, représenté par Monsieur Patrice CROCHET demeurant 2, rue Joseph Sax L-2515 Luxembourg

L'assemblée décide également de renouveler le mandat du commissaire aux comptes THE CLOVER.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016.

Pour copie conforme
JALYNE S.A.
Signature
Administrateur

Référence de publication: 2016100972/19.

(160071910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Deutsche Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 9.164.

Auszug aus dem Protokoll der Generalversammlung vom 15. April 2016:

1. Die Generalversammlung bestätigt, dass Herr Luc Frieden sein Mandat als Mitglied und Vorsitzender des Aufsichtsrates mit Ablauf des 31. März 2016 niedergelegt hat.

2. Die Generalversammlung bestätigt die Mandatierung der KPMG Luxembourg, geschäftsansässig in 39, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 149133, als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2016.

Référence de publication: 2016100973/13.

(160072143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Dictame II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 142.768.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

L'adresse des administrateurs Messieurs Pierre LENTZ et Philippe PONSARD est, depuis le 18 avril 2016, la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 avril 2016.

Référence de publication: 2016100974/13.

(160072491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Corundum Diversity Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 166.082.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100945/9.

(160072529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Evergreen Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 172.635.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 29.04.2016.

Référence de publication: 2016100993/10.

(160072240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Evergreen SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 172.398.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 29.04.2016.

Référence de publication: 2016100994/10.

(160072243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Exor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.964.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EXOR S.A.

Blvd. Royal 22-24

L-2449 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2016101019/13.

(160072136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Eikon Invest V S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 92.670.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016101003/9.

(160071970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

E.V.G. (Ergon Vehicle Gulliver) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 195.727.

Les statuts coordonnés au 20/04/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28/04/2016.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2016100983/12.

(160072197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

E-Carlux SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 55, Val fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 167.342.

Les comptes annuels clôturant au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100984/11.

(160071732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EastGate Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 189.920.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100985/10.

(160071684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EastGate Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 189.920.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice du 28 août 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100986/10.

(160071685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

EI AV Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 183.011.

Les statuts coordonnés au 18 mars 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016101002/11.

(160072021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Société Financière Robichon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 84.971.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2016101464/12.

(160072439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

SGG Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 168.791.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale statutaire tenue en date du 22 avril 2016

- Mr. Benjamin Cordonnier, né le 29 avril 1987 à Surennes, France, résidant professionnellement au 68, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris, est nommé administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2018.

- Le mandat du commissaire aux comptes de KPMG Luxembourg est reconduit jusqu'à l'échéance de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 28 avril 2016.

Certifié sincère et exact

SGG PARTICIPATIONS S.A.

Référence de publication: 2016101454/16.

(160072403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

SGG Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 152.013.

Extrait des décisions de l'assemblée générale statutaire des actionnaires du 22 avril 2016

- Monsieur Benjamin Cordonnier, né le 29 avril 1987 à Surennes, France, résidant professionnellement au 68, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris, est nommé administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2018.

- Le mandat de commissaire aux comptes de KPMG Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période de un an, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de la Société qui se tiendra en 2017.

Fait à Luxembourg, le 28 avril 2016.

Certifié sincère et conforme

SGG HOLDINGS S.A.

Référence de publication: 2016101453/16.

(160072399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

Sixty Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 174.492.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2016.

Référence de publication: 2016101459/11.

(160072500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

SKB Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 110.634.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SKB CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2016101460/11.

(160071945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2016.

**Volga Resources Investments, Société Anonyme,
(anc. Volga Resources Investments).**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 159.180.

In the year two thousand and sixteen, on the first day of the month of April.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Guennadi Timtchenko, with resident address at Rampe de Coligny, 1223 Geneva, Switzerland,
represented here by Dr. Marcel Bartnik, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 22 March 2016, in Moscow.

Such appearing party is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of Volga Resources Investments (the “Company”), an investment company with variable capital - specialized investment fund (“société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé”) qualifying as a public limited company (“société anonyme”) with registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg commercial register under number B 159 180, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Grand-Duchy of Luxembourg, dated 14 February 2011, which has been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”), number 456 dated 10 March 2011. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg dated 27 June 2014 and published in the Mémorial number 2649 dated 30 September 2014.

The aforementioned proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Conversion of the Company into an unregulated company
2. Restating of the articles of incorporation
3. Appointment of the members of the board of directors

The Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, takes and requests the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the Company into one which is no longer subject to the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds but subject, in particular, to the provisions of the law dated 10 August 1915 on commercial companies.

Second resolution

As a consequence of the first resolution above, the Sole Shareholder resolves to revise the articles of incorporation of the Company entirely as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a public limited company (société anonyme) under Luxembourg law under the name Volga Resources Investments (hereinafter the “Company”) which is governed, in particular, by the law of 10 August 1915, concerning commercial companies, as amended (hereinafter the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, public offering, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of directors. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at fifty thousand US dollars (USD 50,000), represented by five hundred (500) shares with a nominal value of one hundred US dollar (USD 100) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 6 hereof.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares may be issued in registered form (actions nominatives) or in bearer form (actions au porteur).

6.3 The Company may have one or several shareholders.

6.4 Should the Company's shares be issued in bearer form, the Company shall appoint a depositary pursuant to the Luxembourg law of 28 July 2014.

6.5 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law.

7.4 Any transfer of registered shares shall become effective (opposable) towards the Company and third parties either (i) through a declaration of transfer recorded in the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of a transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

C. General meetings of shareholders**Art. 8. Powers of the general meeting of shareholders.**

8.1 The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The

general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 If the Company has only one shareholder, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the “sole shareholder”, depending on the context and as applicable and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. Convening of general meetings of shareholders.

9.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or, as the case may be, by the statutory auditor(s).

9.2 It must be convened by the board of directors or the statutory auditor(s) upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from the receipt of such request.

9.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letter only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

9.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirements, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Conduct of general meetings of shareholders.

10.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the tenth calendar day of the month of June at 11 a.m. (Luxembourg time). If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

10.2 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

10.3 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting may hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

10.5 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders must submit duly completed voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour thereof, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

10.6 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 11. Quorum and vote.

11.1 Each share is entitled to one vote in general meetings of shareholders.

11.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a duly convened general meeting of shareholders shall not require any quorum of shareholders and shall be adopted by a simple majority of the votes validly cast regardless of the portion of capital represented. Abstentions and blank votes shall not be taken into account.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Except as otherwise provided herein, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate regardless of the quorum and at which resolutions are taken by a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and blank votes shall not be taken into account.

Art. 13. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 14. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders which has commenced for four (4) weeks. The board of directors shall do so at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 15. Minutes of general meetings of shareholders.

15.1 Minutes of the general meeting of shareholders shall be drawn up and signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

15.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors or by any two of its members if there was no notarial deed.

D. Management

Art. 16. Composition and powers of the board of directors.

16.1 The Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members. However, where the Company has been incorporated by a single shareholder or where it appears at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a sole shareholder, the Company may be managed by a sole director until the next general meeting of shareholders following the increase of the number of shareholders. In such case, to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of directors" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

16.2 The board of directors is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Daily management.

17.1 The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with such daily management may, in accordance with article 60 of the Law, be delegated to one or more directors, officers or other agents, acting individually or jointly. Their appointment, removal and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

17.2 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

Art. 18. Appointment, removal and term of office of directors.

18.1 The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

18.2 The term of office of a director may not exceed six (6) years and each director shall hold office until a successor is appointed. Directors may be reappointed for successive terms.

18.3 Each director is appointed by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

18.4 Any director may be removed from office at any time with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority of the votes validly cast.

18.5 If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a physical person as permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director of the Company and may not be a director of the Company at the same time.

Art. 19. Vacancy in the office of a director.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a director because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced director by the remaining directors until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of directors.

20.1 The board of directors shall meet upon call by the chairman, or by any two directors. Meetings of the board of directors shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of urgency, in which case the nature and the reasons of such urgency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors which has been communicated to all directors.

20.3 No prior notice shall be required in case all the members of the board of directors are present or represented at a board meeting and waive any convening requirements or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of directors.

Art. 21. Conduct of meetings of the board of directors.

21.1 The board of directors shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary who does not need to be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors.

21.2 The chairman shall chair all meetings of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of directors present at any such meeting.

21.3 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing another director as his proxy in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A director may represent one or more, but not all of the other directors.

21.4 Meetings of the board of directors may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and as a result such meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tie, the chairman shall have a casting vote.

21.7 Save as otherwise provided by the Law, any director who has, directly or indirectly, an interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to any other resolution being put to the vote.

21.8 Where the Company comprises a single director, transactions made between the Company and the director having an interest conflicting with that of the Company are only mentioned in the resolution of the sole director.

21.9 The conflict of interest rules shall not apply where the decision of the board of directors or the sole director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.10 The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each director may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of directors - Minutes of the decisions of the sole director.

22.1 The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore, or by any two (2) directors. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two (2) directors.

22.2 Decisions of the sole director shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole director. Copies or excerpts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole director.

Art. 23. Dealing with third parties.

23.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the signature of the sole director, or, if the Company has several directors, by the joint signature of any two (2) directors or by (ii) the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such power may have been delegated by the board of directors within the limits of such delegation.

23.2 Within the limits of the daily management, the Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated, acting individually or jointly in accordance within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 24. Auditor(s).

24.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office, which may not exceed six (6) years.

24.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

24.3 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

24.4 If the general meeting of shareholders of the Company appoints one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

24.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 25. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Annual accounts and allocation of profits.

26.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of directors draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

26.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

26.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

26.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

26.5 Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

26.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 27. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

27.1 The board of directors may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

27.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 29. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Third resolution

The sole shareholder resolves to accept the resignation of the current members of the board of directors and grants them full discharge, and to appoint:

Chlodwig Reuter, professionally residing at 3, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, born on 2 March 1948 in Zemmer, Germany;

Max Kremer, professionally residing at 41A, avenue J.F. Kennedy, L-2082 Luxembourg, born on 21 September 1978 in Luxembourg; and

Erasmus Cloete, professionally residing at 3, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, born on 12 December 1979 in Vereeniging, South Africa.

as directors of the Company for a duration ending at the annual general meeting of 2021.

The mandate of the réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg is confirmed.

There being no further business, the meeting was closed.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 3,200.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing parties known to the notary by name, first name and residence, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille seize, le premier avril.

Par-devant nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Guennadi Timtchenko, ayant sa résidence privée au Rampe de Coligny, 1223 Genève, Suisse, ici représenté par Dr. Marcel Bartnik, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Moscou le 22 mars 2016.

Le comparant est l'associé unique (l'«Actionnaire Unique») de Volga Resources Investments (la «Société»), une société anonyme (S.A.) qualifiée de société d'investissement à capital variable (SICAV) dans la forme d'un fonds d'investissement spécialisé ayant son siège social à 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159 180, constituée en date du 14 février 2011 suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 10 mars 2011, numéro 456. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 juin 2014 et publié au Mémorial du 30 septembre 2014, numéro 2649.

La procuration signée ne varietur par le représentant et par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Conversion de la Société en une société non réglementée
2. Refonte des statuts
3. Nomination des membres du conseil d'administration

L'Actionnaire Unique, représentant l'intégralité du capital social, adopte et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide de convertir la Société en une société non plus soumise à la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, mais de la soumettre notamment aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Actionnaire Unique décide de modifier les statuts de la Société dans leur intégralité afin de leur donner la teneur suivante:

A. Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Dénomination - Forme. Il existe une société anonyme établie sous la loi luxembourgeoise sous la dénomination «Volga Resources Investments» (ci-après la «Société») qui est régie notamment par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille en vue de sa réalisation par la vente, l'appel publique à l'épargne, l'échange ou autre.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société pourra exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision du conseil d'administration. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille dollars américains (50.000 USD), représenté par cinq cents (500) actions d'une valeur nominale de cent dollars américains (100 USD) chacune.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts ou dans les conditions prévues par l'article 6.

5.3 Toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) l'actionnaire(s) existant(s) en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Le conseil d'administration doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) l'actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les actions peuvent être émises sous la forme d'actions nominatives ou sous la forme d'actions au porteur.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

6.4 Dans le cas où les actions de la Société devaient être émises sous forme d'actions au porteur, la Société devra nommer un dépositaire conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014.

6.5 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un actionnaire n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des actions - Transfert des actions.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les actions sont librement cessibles dans les conditions prévues par la Loi.

7.4 Tout transfert d'actions nominatives deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur déclaration de cession inscrite dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification d'une cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

C. Assemblées générales d'actionnaires

Art. 8. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Les actionnaires exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

Si la Société a un actionnaire unique, toute référence faite à «l'assemblée générale des actionnaires» devra, selon le contexte et le cas échéant, être entendue comme une référence à «l'actionnaire unique», et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires devront être exercés par l'actionnaire unique.

Art. 9. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

9.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut, à tout moment, être convoquée par le conseil d'administration ou, le cas échéant, par le(s) commissaire(s) aux comptes.

9.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s) aux comptes sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

9.3 Les convocations pour toute assemblée générale des actionnaires contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les actions émises par la Société sont des actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.

9.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 10. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

10.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le dixième jour calendaire du mois de juin à 11.00 heures (heure luxembourgeoise). Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

10.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

10.3 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

10.4 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de pouvoir s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

10.5 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires doivent soumettre les bulletins de vote fournis par la Société dûment complétés qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

10.6 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas (i) un vote en faveur ou (ii) contre la résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

Art. 11. Quorum et vote.

11.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

11.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum des actionnaires et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ne sont pas pris en compte.

Art. 12. Modification des statuts. Sauf disposition contraire, les présents statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus

de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité d'au moins deux tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ne sont pas pris en compte.

Art. 13. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des actionnaires.

Art. 14. Ajournement des assemblées générales des actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, le conseil d'administration peut ajourner séance tenante, une assemblée générale d'actionnaires à quatre (4) semaines. Le conseil d'administration peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 15. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

15.1 Le procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires doit être dressé et signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

15.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par le président du conseil d'administration ou par deux membres du conseil d'administration, s'il ne devait y avoir aucun acte authentique.

D. Administration

Art. 16. Composition et pouvoirs du conseil d'administration.

16.1 La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres. Cependant, lorsque la Société a été constituée par un actionnaire unique ou lorsqu'il apparaît, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, que toutes les actions émises par une Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à la prochaine assemblée générale d'actionnaires consécutive à l'augmentation du nombre d'actionnaires. Dans cette hypothèse, le cas échéant et lorsque l'expression «administrateur unique» n'est pas mentionnée expressément dans les présents statuts, une référence au «conseil d'administration» utilisée dans les présents statuts doit être entendue comme une référence à l'«administrateur unique».

16.2 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile afin de réaliser l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Gestion journalière.

17.1 La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en rapport avec une telle gestion journalière peut, en conformité avec l'article 60 de la Loi être déléguée à un ou plusieurs administrateurs, dirigeants ou mandataires, agissant individuellement ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs pouvoirs seront déterminés par une décision du conseil d'administration.

17.2 La Société peut également conférer des pouvoirs spéciaux au moyen d'une procuration authentique ou d'un acte sous seing privé.

Art. 18. Nomination, révocation et durée des mandats des administrateurs.

18.1 Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur rémunération et la durée de leur mandat.

18.2 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) ans et chaque administrateur doit rester en fonction jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné. Les administrateurs peuvent faire l'objet de réélections successives.

18.3 Chaque administrateur est nommé à la majorité simple des voix valablement exprimées à une assemblée générale des actionnaires.

18.4 Chaque administrateur peut être révoqué de ses fonctions à tout moment et sans motif par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité simple des voix valablement exprimées.

18.5 Si une personne morale est nommée en tant qu'administrateur de la Société, cette personne morale doit désigner une personne physique en qualité de représentant permanent qui doit assurer cette fonction au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale peut révoquer son représentant permanent uniquement si elle nomme simultanément son successeur. Une personne physique peut uniquement être le représentant permanent d'un seul (1) administrateur de la Société et ne peut être simultanément administrateur de la Société.

Art. 19. Vacance d'un poste d'administrateur.

19.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, à la faillite, à la retraite ou autre, cette vacance pourra être comblée à titre temporaire et pour une durée ne pouvant excéder le mandat initial de l'administrateur qui fait l'objet d'un remplacement par les administrateurs restants jusqu'à ce que la prochaine

assemblée générale d'actionnaires, appelée à statuer sur la nomination permanente d'un nouvel administrateur en conformité avec les dispositions légales applicables.

19.2 Dans l'hypothèse où la vacance surviendrait alors que la Société est gérée que par un administrateur unique, cette vacance devra être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Convocation aux conseils d'administration.

20.1 Le conseil d'administration se réunit à la demande du président, ou de deux administrateurs. Les réunions du conseil d'administration doivent être tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation.

20.2 Une convocation écrite à toute réunion du conseil d'administration doit être adressée aux administrateurs vingt-quatre (24) heures au moins avant l'heure prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence devront être exposés dans la convocation. Cette convocation peut être omise si chaque administrateur y consent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie dudit document signé constituant une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour toute réunion du conseil d'administration dont l'heure et l'endroit auront été déterminés dans une décision précédente adoptée par le conseil d'administration et qui aura été communiquée à l'ensemble des membres du conseil d'administration.

20.3 Aucune convocation préalable n'est requise dans l'hypothèse où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration et renonceraient à toute formalité de convocation ou dans l'hypothèse où des décisions écrites auraient été approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration.

Art. 21. Conduite des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut également élire un secrétaire qui n'est pas nécessairement un administrateur et qui est chargé de la tenue du procès-verbal de chaque conseil d'administration.

21.2 Le président doit présider toute réunion du conseil d'administration, mais, en son absence, le conseil d'administration peut nommer un autre administrateur en qualité de président temporaire par une décision adoptée à la majorité des administrateurs présents.

21.3 Tout administrateur peut participer à toute réunion du conseil d'administration en désignant comme mandataire un autre membre du conseil d'administration par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen analogue de communication, la copie d'une telle désignation constituant une preuve suffisante d'un tel mandat.

21.4 Les réunions du conseil d'administration peuvent aussi être tenues par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication autorisant les personnes participant à de telles réunions de s'entendre les uns les autres de manière continue et permettant une participation effective à ces réunions. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une participation en personne et en conséquence la réunion devra être considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société.

21.5 Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer ou statuer que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée.

21.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, le président a une voix prépondérante.

21.7 Sauf disposition contraire de la Loi, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une opération soumise à l'autorisation du conseil d'administration qui serait contraire aux intérêts de la Société, doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et cette déclaration doit être actée dans le procès-verbal du conseil d'administration. L'administrateur concerné ne peut prendre part ni aux discussions relatives à cette opération, ni au vote y afférent. Ce conflit d'intérêts doit également faire l'objet d'une communication aux actionnaires, lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, et avant la prise de toute autre décision devant être votée.

21.8 Lorsque la Société ne comprend qu'un administrateur unique, les opérations conclues entre la Société et cet administrateur en situation de conflit d'intérêts avec la Société doivent simplement être mentionnées dans la décision de l'administrateur unique.

21.9 Les règles du conflit d'intérêts ne s'appliquent pas lorsque la décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique se rapporte à des opérations courantes, conclues à des conditions normales.

21.10 Le conseil d'administration peut, à l'unanimité, adopter des décisions par voie circulaire en exprimant son consentement par écrit, par télécopie, par courrier électronique ou par tout autre moyen analogue de communication. Les administrateurs peuvent exprimer leur consentement séparément, l'intégralité des consentements constituant une preuve de l'adoption des décisions. La date d'adoption de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 22. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration - procès-verbaux des décisions de l'administrateur unique.

22.1 Le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration doit être signé par le président du conseil d'administration, ou en son absence, par le président temporaire, ou par deux (2) administrateurs. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par le président du conseil d'administration ou par deux (2) administrateurs.

22.2 Les décisions de l'administrateur unique doivent être retranscrites dans des procès-verbaux qui doivent être signés par l'administrateur unique. Des copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou d'une autre manière devront être signés par l'administrateur unique.

Art. 23. Relations avec les tiers.

23.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par (i) la signature de l'administrateur unique ou, si la société a plusieurs administrateurs, par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par (ii) la signature unique ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration dans les limites d'une telle délégation.

23.2 Dans les limites de la gestion journalière, la Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par le conseil d'administration, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

E. Audit et surveillance de la société

Art. 24. Commissaire aux comptes.

24.1 Les opérations de la Société feront l'objet d'une surveillance par un ou plusieurs commissaires aux comptes. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera la durée de leurs fonctions, qui ne pourra excéder six (6) ans.

24.2 Tout commissaire aux comptes peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des actionnaires.

24.3 Les commissaires aux comptes ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

24.4 Si l'assemblée générale des actionnaires de la Société désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, l'obligation de nommer un (des) commissaire(s) aux comptes est supprimée.

24.5 Le réviseur d'entreprises agréé peut être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires uniquement pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 25. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 26. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

26.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil d'administration dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

26.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

26.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

26.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

26.5 Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

26.6 Les distributions aux actionnaires seront effectuées en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 27. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

27.1 Le conseil d'administration peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

27.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 28. Liquidation.

28.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

28.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion du nombre des actions qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 29. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.

Troisième résolution

L'Actionnaire Unique décide d'accepter la démission des administrateurs actuellement en fonction et leur accorde entière décharge et de nommer

Chlodwig Reuter, résidant professionnellement au 3, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, né le 2 mars 1948 à Zemmer, Allemagne;

Max Kremer, résidant professionnellement au 41A, avenue J.F. Kennedy, L-2082 Luxembourg, né le 21 septembre 1978 à Luxembourg; et

Erasmus Cloete, résidant professionnellement au 3, rue de la Reine, L-2418 Luxembourg, né le 12 décembre 1979 à Vereeniging, Afrique du Sud.

comme administrateurs de la Société pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle de 2021.

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers, 2, rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg est confirmé.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à EUR 3.200,-

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate, sur demande du comparant, que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français; sur demande du même comparant et en cas de contradiction entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au comparant connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. BARTNIK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/11465. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 avril 2016.

Référence de publication: 2016097181/690.

(160067192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

SD Credit Holding, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 188.708.

In the year two thousand and sixteen, on the first of April,

before us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of SD Credit Holding, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 48, boulevard de la Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 188.708 and having a share capital of 12,500.- euro (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary, then residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 9 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial C) under number 2518 on 18 September 2014. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since then.

THERE APPEARED:

SERVDEBT INVESTMENTS HOLDING, LIMITED, a private limited liability company incorporated and existing under the laws of Malta, having its registered office at B2, Industry Street, Qormi QRM 3000, Malta, registered under registration number C 60970 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs. Marisa Gomes, employee, whose professional address is in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that it is the Company's sole shareholder and that the Meeting is thus validly constituted and may deliberate on the items on the agenda as set out below.

II. that twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, and representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of the agenda, hereinafter reproduced.

III. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notice;
2. Change of the object clause of the Company; and
3. Subsequent amendment and full restatement of the articles of association of the Company;

IV. that the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Sole Shareholder waives the convening notice, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring itself to have perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 3 (corporate object) of the Articles which shall henceforth read as follows:

“**3.1.** The Company may enter into any type of securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and in particular it may acquire, originate (to the extent permitted) or assume, directly or indirectly or through another entity, risks relating to any kind of loans, receivables, notes, shares, government bonds, treasury bills, debt and equity securities and any other kind of financial instruments, other similar instruments and real estate (the Underlying Assets) and to directly or indirectly invest in, acquire, originate, hold and dispose of the Underlying Assets.

3.2. The Company may issue shares, notes, bonds, debentures and any kind of equity or debt securities whose value or yield depend on the risks relating to the Underlying Assets. The Company may borrow in any form within the limits of the Securitisation Law.

3.3. The Company may originate loans and lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Law.

3.4. The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to debt and equity securities, other similar instruments, rights or participations in the Underlying Assets.

3.5. The Company may give guarantees and grant pledges, mortgages or any other types of security interests over all or some of its assets within the limits of the Securitisation Law.

3.6. The Company may establish one or more Compartments (as defined below) to directly or indirectly invest in, acquire, hold and dispose of one or more Underlying Assets.

3.7. The Company may freely dispose of, and assign, its assets on such terms as determined by the Board from time to time.

3.8. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

3.9. The Company may carry out any commercial or financial transactions which relate directly or indirectly to the foregoing objects, it being understood that the Company must have a passive attitude when managing its assets (in particular the Underlying Assets), accordingly, it cannot engage in commercial, trading or entrepreneurial activities or any other activities pursuant to which it would act as entrepreneur or merchant and generate a personal risk as a result of such activities.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend and fully restate the Articles such that the Articles take the form as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “SD CREDIT HOLDING, SARL” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Company Law), the law of March 22, 2004 on securitisation (the Securitisation Law and together with the Company Law, the Laws), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company may enter into any type of securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and in particular it may acquire, originate (to the extent permitted) or assume, directly or indirectly or through another entity, risks relating to any kind of loans, receivables, notes, shares, government bonds, treasury bills, debt and equity securities and any other kind of financial instruments, other similar instruments and real estate (the Underlying Assets) and to directly or indirectly invest in, acquire, originate, hold and dispose of the Underlying Assets.

3.2. The Company may issue shares, notes, bonds, debentures and any kind of equity or debt securities whose value or yield depend on the risks relating to the Underlying Assets. The Company may borrow in any form within the limits of the Securitisation Law.

3.3. The Company may originate loans and lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Law.

3.4. The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to debt and equity securities, other similar instruments, rights or participations in the Underlying Assets.

3.5. The Company may give guarantees and grant pledges, mortgages or any other types of security interests over all or some of its assets within the limits of the Securitisation Law.

3.6. The Company may establish one or more Compartments (as defined below) to directly or indirectly invest in, acquire, hold and dispose of one or more Underlying Assets.

3.7. The Company may freely dispose of, and assign, its assets on such terms as determined by the Board from time to time.

3.8. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

3.9. The Company may carry out any commercial or financial transactions which relate directly or indirectly to the foregoing objects, it being understood that the Company must have a passive attitude when managing its assets (in particular the Underlying Assets), accordingly, it cannot engage in commercial, trading or entrepreneurial activities or any other activities pursuant to which it would act as entrepreneur or merchant and generate a personal risk as a result of such activities.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. Any shares issued by the Company may be expressed as being exclusively related to one or more specific Compartment(s) of the Company. In respect of any future Compartment of the Company, the share capital of the Company may be increased through the issuance of new shares to be allocated exclusively to such Compartment.

5.3. Any share premium paid in respect of the shares relating to a specific Compartment shall be allocated to the specific corresponding share premium reserve account relating to such Compartment of the Company.

5.4. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

Art. 7. Compartments.

7.1. The Board may create one or more compartments within the Company (the Compartment or the Compartments). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the Board creating such Compartment, correspond to a distinct part of the assets and liabilities of the Company. The resolution of the Board creating one or more Compartments, or amending the same, shall be binding as of the date of such resolutions against any third party.

7.2. As between shareholders and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of shareholders and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the Board having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and the assets of that Compartment shall be exclusively available to satisfy such shareholders and creditors. Creditors and shareholders of the Company whose rights are not related to a specific Compartment shall have no rights to the assets of any Compartment.

7.3. Unless otherwise provided for in the resolution of the Board having created a specific Compartment, no resolutions of the Board may be taken to amend the resolution having created such Compartment or to take any other decision directly affecting the rights of the shareholders or creditors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of the shareholders or creditors whose rights relate to the relevant Compartment. Any decisions of the Board taken in breach of this article shall be void.

7.4. Each Compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

7.5. Where pursuant to article 7.3. above, the prior approval of the shareholders of a specific Compartment is required, the majority requirements set forth in article 12 below apply. Where the prior approval of the creditors of a specific Compartment is required, the majority requirements set forth in either the board resolution creating such Compartment or the issuing documents relating to the securities of such Compartment apply.

III. Management - Representation

Art. 8. Appointment and removal of managers.

8.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

8.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 9. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

9.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Company Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

9.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

9.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any class A manager for corporate matters not exceeding five thousand euros (EUR 5,000) and for all other corporate matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 10. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 11. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Laws.

IV. Shareholder(s)

Art. 12. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

12.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 12.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered

letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art.13. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Company Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

Art. 14. General meetings of holders of shares relating to a specific Compartment.

14.1. The holders of shares of the Company relating to a specific Compartment of the Company may, at any time, hold general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

14.2. The holders of shares of the Company relating to other Compartments of the Company or the holders of shares relating to the Company and not related to a specific Compartment of the Company may attend, but shall not be entitled to vote at such meetings.

14.3. The provisions of article 12 shall apply mutatis mutandis to the general meetings of holders of shares relating to a specific Compartment. Decisions affecting the rights of holders of shares of a specific Compartment or deciding upon the liquidation of the Compartment are subject to the affirmative vote of the majority of holders of shares representing at least three quarters of the shares relating to such Compartment.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 15. Financial year and approval of annual accounts.

15.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

15.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

15.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

15.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

15.5. On separate accounts (in addition to the accounts held by the Company in accordance with the Company Law and normal accounting practice), the Board shall determine at the end of each financial year, a result of each Compartment to be determined as follows: the result of each Compartment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus, dividend distribution) and the amount of the expenses, losses, taxes and other transfers of funds incurred by the Company during its exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management and operation of such Compartments (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution).

15.6. The shareholders will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Company Law and normal practice.

15.7. All income and expenses not attributed to any specific Compartment shall be allocated to all the Compartments of the Company on a pro rata basis of the shares issued in each Compartment or other reasonable manner determined by the Board.

15.8. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m.. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 16. Auditors. The accounts of the Company shall be audited by an external auditor (réviseur d'entreprises agréé) to be appointed by the Board in accordance with article 48 of the Securitisation Law.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

17.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

17.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

18.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities. Any liquidation of the Company must be conducted in accordance with article 7 on a Compartment by Compartment basis.

18.2 The surplus resulting from the realisation of assets and payment of the liabilities of the Company on a Compartment by Compartment basis shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares of each Compartment held by them.

VII. General provisions

19.1 Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

19.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

19.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

19.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, it signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le premier jour du mois d'avril,

par devant nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de SD Credit Holding, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est établi au 48, boulevard de la Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.708 et disposant d'un capital social de 12.500 euros (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à l'époque à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 9 juillet 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial C) sous le numéro 2518 le 18 septembre 2014. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.

A COMPARU:

SERVDEBT INVESTMENTS HOLDING, LIMITED, une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois de Malte, dont le siège social est établi au B2, Industry Street, Qormi QRM 3000, Malte, immatriculée sous le numéro d'immatriculation C 60970 (l'Associé Unique),

Ici représenté par Mme. Marisa Gomes, employée privée, de résidence professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessous, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. qu'il est l'associé unique de la Société et que l'Assemblée est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour ci-après reproduits.

II. que douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune et représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées lors de la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour ci-après reproduits.

III. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation à la formalité de convocation;
2. Modification de la clause de l'objet social de la Société; et
3. Modification subséquente et reformulation complète des statuts de la Société.

IV. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée lors de la présente assemblée, l'Associé Unique renonce à la convocation, se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 3 (objet social) des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **3.1.** La Société peut entreprendre tout type de transactions de titrisation au sens de la Loi sur la Titrisation et en particulier elle peut acquérir, créer (dans la limite de ce qui est autorisé) ou assumer, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, les risques liés à tout type de prêts, créances, billets à ordre, actions, obligations d'État, bons du Trésor, dette et titres de participation, et tout autre instruments financiers, autres instruments similaires et l'immobilier (les Actifs sous-jacents) et investir, acquérir, créer, détenir et disposer directement ou indirectement les Actifs sous-jacents.

3.2. La Société peut émettre des actions, des billets à ordre, des obligations et toutes sortes de valeurs mobilières de capital ou de créance dont la valeur ou le rendement dépendent des risques liés aux Actifs sous-jacents. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.3. La Société peut octroyer des prêts et prêter des fonds en ce compris les revenus de tous emprunts et/ou émissions de titres, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.4. La Société peut conclure toutes transactions par lesquelles elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, les risques liés à la dette et les titres de participation ou autres instruments similaires, aux droits ou participations dans les Actifs sous-jacents.

3.5. La Société peut octroyer des garanties et accorder des nantissements, hypothèques ou toutes autres sortes de sûretés sur la totalité ou une partie de ses actifs, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.6. La Société peut créer un ou plusieurs compartiments (tels que définis ci-dessous) afin d'investir, acquérir, détenir et disposer directement ou indirectement les Actifs sous-jacents.

3.7. La Société peut librement disposer de, et affecter, ses actifs selon les conditions déterminées par le Conseil de temps à autre.

3.8. La Société peut en général employer toutes les techniques et utiliser tous les instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, en ce compris les techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.9. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales ou financières qui, directement ou indirectement, se rapportent à son objet social, étant entendu que la Société doit avoir une attitude passive dans la gestion de ses actifs (en particulier les Actifs sous-jacents), en conséquence, elle ne peut entreprendre des activités commerciales ou entrepreneuriales ou autres activités en vertu desquelles elle agirait comme entrepreneur ou commerçant et ainsi générer un risque personnel à la suite de ces activités.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide subséquemment de modifier et de complètement reformuler les Statuts de sorte qu'ils aient la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "SD CREDIT HOLDING, SARL" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés), la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la Loi sur la Titrisation et avec la Loi sur les Sociétés, les Lois) ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société peut entreprendre tout type de transactions de titrisation au sens de la Loi sur la Titrisation et en particulier elle peut acquérir, créer (dans la limite de ce qui est autorisé) ou assumer, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, les risques liés à tout type de prêts, créances, billets à ordre, actions, obligations d'État, bons du Trésor, dette et titres de participation, et tout autre instruments financiers, autres instruments similaires et l'immobilier (les Actifs sous-jacents) et investir, acquérir, créer, détenir et disposer directement ou indirectement les Actifs sous-jacents.

3.2. La Société peut émettre des actions, des billets à ordre, des obligations et toutes sortes de valeurs mobilières de capital ou de créance dont la valeur ou le rendement dépendent des risques liés aux Actifs sous-jacents. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.3. La Société peut octroyer des prêts et prêter des fonds en ce compris les revenus de tous emprunts et/ou émissions de titres, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.4. La Société peut conclure toutes transactions par lesquelles elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, les risques liés à la dette et les titres de participation ou autres instruments similaires, aux droits ou participations dans les Actifs sous-jacents.

3.5. La Société peut octroyer des garanties et accorder des nantissements, hypothèques ou toutes autres sortes de sûretés sur la totalité ou une partie de ses actifs, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.6. La Société peut créer un ou plusieurs compartiments (tels que définis ci-dessous) afin d'investir, acquérir, détenir et disposer directement ou indirectement les Actifs sous-jacents.

3.7. La Société peut librement disposer de, et affecter, ses actifs selon les conditions déterminées par le Conseil de temps à autre.

3.8. La Société peut en général employer toutes les techniques et utiliser tous les instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, en ce compris les techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.9. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales ou financières qui, directement ou indirectement, se rapportent à son objet social, étant entendu que la Société doit avoir une attitude passive dans la gestion de ses actifs (en particulier les Actifs sous-jacents), en conséquence, elle ne peut entreprendre des activités commerciales ou entrepreneuriales ou autres activités en vertu desquelles elle agirait comme entrepreneur ou commerçant et ainsi générer un risque personnel à la suite de ces activités.

Art. 4. Durée.

- 4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.
- 4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

- 5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.
- 5.2. Toute part sociale émise par la Société peut être caractérisée comme étant exclusivement liée à un ou plusieurs Compartiment(s) spécifique(s) de la Société. Pour tout futur Compartiment de la Société, le capital social de la Société peut être augmenté par l'émission de nouvelles parts sociales exclusivement affectées audit Compartiment.
- 5.3. Toute prime d'émission payée en lien avec des parts sociales attachées à un Compartiment spécifique devra être affectée au compte de réserve de prime d'émission spécifique correspondant audit Compartiment de la Société.
- 5.4. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

- 6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.
- 6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
- 6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.
- 6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.
- 6.5. La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts des droits détenus par les survivants.
- 6.6. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.
- 6.7. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.
- 6.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:
- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
 - (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

Art. 7. Compartiments.

- 7.1. Le Conseil pourra créer un ou plusieurs compartiments au sein de la Société (le Compartiment ou les Compartiments). Chaque Compartiment correspondra à une partie distincte de l'actif et du passif de la Société, sauf si les résolutions prises par le Conseil ayant créées ces Compartiments en disposent autrement. Les résolutions du Conseil créant un ou plusieurs Compartiments, ou les modifiant, liera les tiers à la date de ces résolutions.
- 7.2. Tout comme les associés et les créanciers, chaque Compartiment de la Société sera considéré comme une entité séparée. Les droits de associés et des créanciers de la Société qui (i) ont été affiliés à un Compartiment lors leur création, ou (ii) sont apparus en raison de la création, l'opération ou la liquidation d'un Compartiment sont sauf s'il en est disposé autrement dans les résolutions du Conseil ayant créées le Compartiment en question, strictement limités à l'actif de ce Compartiment et les actifs de ce Compartiment seront mis à la disposition exclusive de ces associés et créanciers. Les créanciers et associés de la Société dont les droits ne sont pas affiliés à un Compartiment spécifique n'auront aucun droit sur les actifs d'un Compartiment, quel qu'il soit.
- 7.3. Sauf si les résolutions prises par le Conseil en disposent autrement, aucune résolution du Conseil ne pourra être prise en vue de modifier les résolutions ayant créées un tel Compartiment ou pour prendre tout autre décision affectant les droits des associés ou des créanciers dont les droits seraient affiliés à ce Compartiment, incluant toute décision menant à la liquidation de ce Compartiment, sans l'approbation préalable des associés ou créanciers dont les droits sont affiliés au Compartiment concerné. Toute décision du Conseil prise en violation de ce présent article sera nulle.
- 7.4. Chaque Compartiment de la Société sera liquidé séparément sans qu'une telle liquidation ne résulte en la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société elle-même.
- 7.5. Lorsque s'appliquent les dispositions de l'article 7.3 ci-dessus, l'approbation préalable des associés d'un Compartiment spécifique est requise, les conditions de majorité telles que prévues à l'article 12 ci-dessous s'appliquent. Lorsque l'approbation préalable des créanciers d'un Compartiment spécifique est requise, les conditions de majorité s'appliquent au Conseil créant un tel Compartiment ou délivrant les documents relatifs aux titres d'un tel Compartiment s'appliquent.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Nomination et révocation des gérants.

8.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

8.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 9. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

9.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents.

9.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un (1) gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Une convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la décision. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

9.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant de classe A pour toute question dont le montant n'excède pas cinq mille euros (5.000) et pour toute autre question par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 10. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 11. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et aux Lois.

IV. Associé(s)

Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 12.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société dans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-dessus. Elles porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

Art. 13. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les Sociétés à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Ecrites des Associés est considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Art. 14. Assemblées générales des détenteurs de parts sociales liées à un Compartiment spécifique.

14.1. Les détenteurs de parts sociales de la Société liées à un Compartiment spécifique de la Société peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales afin de se prononcer sur tout sujet exclusivement lié audit Compartiment.

14.2. Les détenteurs de parts sociales liées aux autres Compartiments de la Société ou les détenteurs de parts sociales liées à la Société et non à un Compartiment spécifique peuvent participer aux assemblées générales mais ne voteront pas lors de ces assemblées.

14.3. Les dispositions de l'article 12 s'appliquent mutatis mutandis aux assemblées générales des détenteurs de parts sociales liées à un Compartiment spécifique. Les décisions affectant les droits des détenteurs de parts sociales d'un Compartiment spécifique ou la décision de liquider le Compartiment sont soumises au vote positif de la majorité des détenteurs de parts sociales représentant au moins les trois quarts des parts sociales liées audit Compartiment.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 15. Exercice social et approbation des comptes annuels.

15.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

15.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

15.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

15.5. Le Conseil détermine à la fin de chaque exercice social et, dans des comptes séparés (en sus des comptes détenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et les pratiques comptables habituelles), le résultat de chaque Compartiment comme suit: le résultat de chaque Compartiment consistera au solde de tous les revenus, bénéfices et autres montants payés ou dus de quelque manière que ce soit en rapport avec le Compartiment concerné (y compris les plus-

values, boni de liquidation et la distribution de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, taxes et autres transferts de fonds encourus par la Société au cours de son exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et l'exploitation de ces Compartiments (y compris les honoraires, les frais, l'impôt des sociétés sur les plus-values, les frais relatifs à la distribution de dividendes).

15.6. Les associés approuveront lesdits comptes séparés au même moment que les comptes détenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et les pratiques habituelles.

15.7. Tous les revenus et dépenses non attribués à tout Compartiment spécifique sont affectés à l'ensemble des Compartiments de la Société proportionnellement aux parts sociales émises dans chaque Compartiment ou d'une autre façon raisonnable déterminée par le Conseil.

15.8. Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 16. Commissaires / réviseurs d'entreprises. Les comptes de la Société sont contrôlés par un réviseur d'entreprises agréé nommé par le Conseil conformément à l'article 48 de la Loi sur la Titrisation.

Art. 17. Affectation des bénéfices.

17.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

17.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

17.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) Le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) le Conseil doit décider de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

18.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société. Toute liquidation de la Société doit être effectuée conformément à l'article 7 sur les Compartiments et sur base de chaque Compartiment.

18.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société sur chaque Compartiment et sur base de chacun d'entre eux, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales de chaque Compartiment détenues par les associés.

VII. Dispositions générales

19.1 Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

19.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

19.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

19.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui connaît et comprend l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française et en cas de divergence entre le texte anglais ou français, la version anglaise prévaut.

Dont Acte, fait et passé à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, à la date mentionnée qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 07 avril 2016. Relation: EAC/2016/8425. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016097113/682.

(160067440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

TeamSystem HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.225.038,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.473.

In the year two thousand and sixteen, on the first day of March,
before us Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. ICG European Fund 2006 NO.2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149429 ("ICG");

Hereby represented by Maître Florence Forster, lawyer, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

2. Titan Management Investment S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 161443 ("Titan");

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

3. Intermediate Investments Jersey Limited, an investment holding company, incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at Ogier House, The Esplanade, JE - JE4 9WG St Helier and registered with the Companies Registry of Jersey under number 98897 ("Intermediate Investments Jersey");

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016,

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

4. HgCapital 6 Nominees Limited, a private limited company governed by the laws of the United Kingdom, having its registered office at 2, More London Riverside, GB - SE1 2AP London, United Kingdom and registered with the Companies House under number 9092951 ("HgCapital 6 Nominees");

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

5. Bain Capital Team Integral L.P., an exempted limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 87, Walker House, Mary Street, KY - KY1-9005 George Town and registered with the Companies Register of the Cayman Islands under number WK-44766 ("Bain")

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

6. Giuseppe Busacca, a private individual, having a professional address at 33, Via Vittoria Colonna, I-20149 Milan ("Giuseppe Busacca");

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

7. Cristiano Zanetti, a private individual, having a professional address at 22, Via alla Cros, I-38024 Cognolo (“Cristiano Zanetti”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016,
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

8. Stefano Matera, a private individual, having a professional address at 32, Via V. di Cagno, I-70125 Bari (“Stefano Matera”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

9. Gianandrea De Bernardis, a private individual, having a professional address at 6, Strada Fontanorio, I-43124 Parme (“Gianandrea De Bernardis”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016,
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

10. Michele Colavita, a private individual, having a professional address at 49, Viale Verdi, I-61121 Pesaro (“Michele Colavita”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

11. Vincenzo Ferrari, a private individual, having a professional address at 3, Via Leonardo da Vinci, I-43100 Parma (“Vincenzo Ferrari”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

12. Tarcisio Sbriscia, a private individual, having a professional address at 154/b, Strada Fonte Mandriola, I-60019 Senigallia (“Tarcisio Sbriscia”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

13. Paolo Marinsalti, a private individual, having a professional address at 47, Via Don Minzoni, I-60044 Fabriano (“Paolo Marinsalti”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

14. Roberto Vaccari, a private individual, having a professional address at 10, Via T. Fida, I-60044 Fabriano (“Roberto Vaccari”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

15. Vincenzo Costantini, a private individual, having a professional address at 9, Via Martiri di Kindu, I-60044 Fabriano (“Vincenzo Costantini”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

16. Fulvio Talucci, a private individual, having a professional address at 88, Via dei Trangioli, I-86038 Petacciato (“Fulvio Talucci”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.
The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

17. Antonio Tonelli, a private individual, having a professional address at 19/a, Via Palermo, I-61035 Mondolfo (“Antonio Tonelli”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

18. Stefano Cambioli, a private individual, having a professional address at 7, Via Salvo d’Acquisto, I-61043 Cagli (“Stefano Cambioli”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

19. Fabrizio Lunazzi, a private individual, having a professional address at 22/d, Via Ranieri, I-60128 Ancona (“Fabrizio Lunazzi”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

20. Claudio Tavolini, a private individual, having a professional address at 53, Via Bachelet, I-60044 Fabriano (“Claudio Tavolini”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

21. Stefano Roversi, a private individual, having a professional address at 6, Via T. Grossi, I-20052 Monza (“Stefano Roversi”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

22. Federico Leproux, a private individual, having a professional address at Via Dei Serpenti, I-00154 Rome (“Federico Leproux”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

23. Umberto Rocchetti, a private individual, having a professional address at 8, Via Oberdan, I-61030 Cartoceto (“Umberto Rocchetti”);

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

24. Roberto Boldrini, a private individual, having a professional address at 5/a, Via G. Leopardi, I-60046 Cerreto d’Esi (“Roberto Boldrini”); and

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

25. Intermediate Capital Investments Limited, a limited company governed by the laws of England and Wales having its registered office at Juxon House, 100 St Paul’s Churchyard, London EC4M 8BU, United Kingdom and registered with the Companies House under number 02327070 (“Intermediate Capital Investments Limited”)

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

26. Fabrizio Bellagamba, a private individual, having a professional address at 1, Via Piemonte, I-31037 Mondolfo (“Fabrizio Bellagamba”, together with ICG, Titan, Intermediate Investments Jersey, HgCapital 6 Nominees, Bain, Giuseppe Busacca, Cristiano Zanetti, Stefano Matera, Gianandrea De Bernardis, Michele Colavita, Vincenzo Ferrari, Tarcisio Sbriscia, Paolo Marinsalti, Roberto Vaccari, Vincenzo Costantini, Fulvio Talucci, Antonio Tonelli, Stefano Cambioli, Fabrizio Lunazzi, Claudio Tavolini, Stefano Roversi, Federico Leproux, Umberto Rocchetti, Roberto Boldrini, and Intermediate Capital Investments Limited, the “Shareholders”).

Hereby represented by Maître Florence Forster, prenamed,
by virtue of a proxy given under private seal on 1st March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that they are Shareholders of TeamSystem Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of three million eight hundred seventy-five thousand thirty-eight euro (EUR 3,875,038.-), with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Edouard Delosch, notary then residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, of July 23, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1921 of September 17, 2010 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154473 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of said Maître Marc Loesch, of 1st March 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholders, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of three hundred fifty thousand euro (EUR 350,000.-) so as to raise it from its present amount of three million eight hundred seventy-five thousand thirty-eight euro (EUR 3,875,038) to four million two hundred twenty-five thousand and thirty-eight euro (EUR 4,225,038.-).

2 To issue three hundred fifty thousand (350,000) new class J shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares, upon conversion into class J shares of instruments issued by the Company.

3 To consider and approve, in accordance with article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the subscription for these new shares by Titan Management Holdco S.C.A.

4 To accept subscription for these new shares, with payment of a share premium in a total amount of six hundred eight thousand one hundred fifty-two euro and seventy-four cents (EUR 608,152.74) by Titan Management Holdco S.C.A. and to accept full payment for these new shares by conversion of instruments.

5 To accept full payment in kind consisting of instruments issued by the Company for these new shares.

6 To amend article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.

7 To consider and approve, in accordance with article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the transfer of twenty thousand (20,000) class J shares to Enrico Causero, twenty thousand (20,000) class J shares to Daniele Lombardo, twenty thousand (20,000) class J shares to Ernesto Moraggi, sixty-five thousand (65,000) class J shares to Vincenzo Morelli, ten thousand (10,000) class J shares to Sergio Amadeo, ten thousand (10,000) class J shares to Tommaso Cohen, eight thousand (8,000) class J shares to Stefano Maggioni, eight thousand (8,000) class J shares to Silvano Pozzi, and one thousand four hundred (1,400) class J shares to Gian Maria Esposito.

8 Miscellaneous.

have unanimously requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of three hundred and fifty thousand euro (EUR 350,000.-) so as to raise it from its present amount of three million eight hundred seventy-five thousand thirty-eight euro (EUR 3,875,038) to four million two hundred twenty-five thousand and thirty-eight euro (EUR 4,225,038.-).

Second resolution

The Shareholders resolved to issue three hundred fifty thousand (350,000) new class J shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares, upon conversion into class J shares of instruments issued by the Company.

Third resolution

The Shareholders resolved, in accordance with article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the subscription for these new shares by Titan Management Holdco S.C.A. a société en commandite par actions governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 192872 (the "Subscriber").

Conversion

The Subscriber declared to subscribe for three hundred fifty thousand (350,000) new class J shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, issued by the Company, with payment of a share premium in a total amount of six hundred eight thousand one hundred fifty-two euro and seventy-four cents (EUR 608,152.74) by the Subscriber and to fully pay in kind for these shares.

The instruments issued by the Company represent a value in an aggregate amount of nine hundred fifty-eight thousand one hundred fifty-two euro and seventy-four cents (EUR 958,152.74).

Proof of the ownership by the Subscriber of the instruments has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

The Shareholders resolved to accept subscription for these new shares and to accept full payment in kind for these new shares.

Fifth resolution

The Shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

“The capital of the Company is set at four million two hundred twenty-five thousand and thirty-eight euro (EUR 4,225,038.-) represented by four million two hundred twenty-five thousand and thirty-eight (4,225,038) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, which are divided into:

- three hundred eighty-seven thousand four hundred ninety-five (387,495) "Class A Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- three hundred eighty-seven thousand four hundred ninety-four (387,494) "Class B Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- three hundred eighty-seven thousand four hundred ninety-eight (387,498) "Class C Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- three hundred eighty-seven thousand five hundred one (387,501) "Class D Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- three hundred eighty-seven thousand five hundred two (387,502) "Class E Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- three hundred eighty-seven thousand five hundred four (387,504) "Class F Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- three hundred eighty-seven thousand five hundred five (387,505) "Class G Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and
- three hundred eighty-seven thousand five hundred eleven (387,511) "Class H Shares" with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and
- three hundred eighty-seven thousand five hundred thirteen (387,513) "Class I Shares", with a nominal value of one euro (EUR 1.-), each, all subscribed and fully paid up; and
- seven hundred thirty-seven thousand five hundred fifteen (737,515) "Class J Shares", with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up.”

Sixth resolution

The Shareholders resolved to approve, in accordance with article 189 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the transfer of twenty thousand (20,000) class J shares to Enrico Causero, twenty thousand (20,000) class J shares to Daniele Lombardo, twenty thousand (20,000) class J shares to Ernesto Moraggi, sixty-five thousand (65,000) class J shares to Vincenzo Morelli, ten thousand (10,000) class J shares to Sergio Amadeo, ten thousand (10,000) class J shares to Tommaso Cohen, eight thousand (8,000) class J shares to Stefano Maggioni, eight thousand (8,000) class J shares to Silvano Pozzi, and one thousand four hundred (1,400) class J shares to Gian Maria Esposito.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at about two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le premier jour du mois de mars,

Par-devant nous Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1. ICG European Fund 2006 NO.2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, avec son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149429 ("ICG");

représentée aux fins des présentes par Maître Florence Forster, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

2. Titan Management Investment S.C.A., une société en commandite par actions régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161443 ("Titan");

représentée aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

3. Intermediate Investments Jersey Limited, une investment holding company, constituée et existant sous les lois de Jersey, avec son siège social à Ogier House, The Esplanade, JE - JE4 9WG St Helier et immatriculée au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 98897 ("Intermediate Investments Jersey");

représentée aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

4. HgCapital 6 Nominees Limited, une private limited company régie par les lois d'Angleterre et du Pays-de-Galles, avec son siège social au 2, More London Riverside, GB - SE1 2AP Londres, Royaume-Uni et immatriculée au Companies House sous le numéro 9092951 ("HgCapital 6 Nominees");

représentée aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

5. Bain Capital Team Integral L.P., un exempted limited partnership régi par les lois des Îles Caïmans, avec son siège social au 87, Walker House, Mary Street, KY - KY1-9005 George Town et immatriculé au Registre des Sociétés des Îles Caïmans sous le numéro WK-44766 ("Bain")

représentée aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

6. Giuseppe Busacca, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 33, Via Vittoria Colonna, I-20149 Milan, Italie ("Giuseppe Busacca");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

7. Cristiano Zanetti, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 22, Via alla Cros, I-38024 Cognolo, Italie ("Cristiano Zanetti");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

8. Stefano Matera, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 32, Via V. di Cagno, I-70125 Bari, Italie ("Stefano Matera");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

9. Gianandrea De Bernardis, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 6, Strada Fontanorio, I-43124 Parme, Italie ("Gianandrea De Bernardis");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

10. Michele Colavita, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 49, Viale Verdi, I-61121 Pesaro, Italie ("Michele Colavita");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

11. Vincenzo Ferrari, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 3, Via Leonardo da Vinci, I-43100 Parma, Italie ("Vincenzo Ferrari");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

12. Tarcisio Sbriscia, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 154/b, Strada Fonte Mandriola, I-60019 Senigallia, Italie ("Tarcisio Sbriscia");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

13. Paolo Marinsalti, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 47, Via Don Minzoni, I-60044 Fabriano, Italie ("Paolo Marinsalti");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

14. Roberto Vaccari, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 10, Via T. Fida, I-60044 Fabriano, Italie ("Roberto Vaccari");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

15. Vincenzo Costantini, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 9, Via Martiri di Kindu, I-60044 Fabriano, Italie ("Vincenzo Costantini");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

16. Fulvio Talucci, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 88, Via dei Trangioli, I-86038 Petacciato, Italie ("Fulvio Talucci");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

17. Antonio Tonelli, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 19/a, Via Palermo, I-61035 Mondolfo, Italie ("Antonio Tonelli");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

18. Stefano Cambioli, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 7, Via Salvo d'Acquisto, I-61043 Cagli, Italie ("Stefano Cambioli");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

19. Fabrizio Lunazzi, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 22/d, Via Ranieri, I-60128 Ancona, Italie ("Fabrizio Lunazzi");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

20. Claudio Tavolini, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 53, Via Bachelet, I-60044 Fabriano, Italie ("Claudio Tavolini");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée, aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

21. Stefano Roversi, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 6, Via T. Grossi, I-20052 Monza, Italie ("Stefano Roversi");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée,
aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

22. Federico Leproux, personne privée, ayant son adresse professionnelle à Via Dei Serpenti, I-00154 Rome, Italie ("Federico Leproux");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée,
aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

23. Umberto Rocchetti, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 8, Via Oberdan, I-61030 Cartoceto, Italie ("Umberto Rocchetti");

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée,
aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

24. Roberto Boldrini, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 5/a, Via G. Leopardi, I-60046 Cerreto d'Esi, Italie ("Roberto Boldrini"); et

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée,
aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

25. Intermediate Capital Investments Limited, une limited company régie par les lois d'Angleterre et du Pays-de-Galles, avec son siège social au Juxon House, 100 St Paul's Churchyard, London EC4M 8BU, Royaume-Uni, et immatriculée au Companies House sous le numéro 02327070 ("Intermediate Capital Investments Limited"), et

représentée aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée,
aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

26. Fabrizio Bellagamba, personne privée, ayant son adresse professionnelle au 1, Via Piemonte, I-31037 Mondolfo, Italie ("Fabrizio Bellagamba", ensemble avec ICG, Titan, Intermediate Investments Jersey, HgCapital 6 Nominees, Bain, Giuseppe Busacca, Cristiano Zanetti, Stefano Matera, Gianandrea De Bernardis, Michele Colavita, Vincenzo Ferrari, Tarcisio Sbriscia, Paolo Marinsalti, Roberto Vaccari, Vincenzo Costantini, Fulvio Talucci, Antonio Tonelli, Stefano Cambioli, Fabrizio Lunazzi, Claudio Tavolini, Stefano Roversi, Federico Leproux, Umberto Rocchetti, Roberto Boldrini, et Intermediate Capital Investments Limited, les "Associés").

représenté aux fins des présentes par Maître Florence Forster, prénommée,
aux termes d'une procuration donnée le 1^{er} mars 2016.

Ladite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

Les Associés tels que représentés ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter que les Associés sont les associés de TeamSystem Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, au capital social de trois millions huit cent soixante-quinze mille trente huit euros (EUR 3.875.038,-), ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Edouard Delosch, alors de notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg en date du 23 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1921 du 17 septembre 2010, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B154473 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 1^{er} mars 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-avant, reconnaissent être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000,-) pour le porter de son montant actuel de trois millions huit cent soixante-quinze mille trente-huit euros (EUR 3.875.038) à quatre millions deux cent vingt-cinq mille trente-huit euros (EUR 4.225.038,-).

2 Émission de trois cent cinquante mille (350.000) parts sociales nouvelles de catégorie J, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes, par conversion en parts sociales de classe J d'instruments émis par la Société.

3 Acceptation, conformément à l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifiée, de la souscription de ces nouvelles parts sociales par Titan Management Holdco S.C.A.

4 Acceptation par la Société de la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de six cent huit mille cent cinquante-deux euros soixante-quatorze cents (EUR 608.152,74) par Titan Management Holdco S.C.A. et du paiement intégral de ces nouvelles parts sociales par la conversion d'instruments.

5 Acceptation de la contribution en nature consistant en la conversion d'instruments émis par la Société pour ces nouvelles parts sociales.

6 Modification de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

7 Approbation, conformément à l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifiée, du transfert de vingt mille (20.000) parts sociales de catégorie J à Enrico Causero, vingt mille (20.000) parts sociales de catégorie J à Daniele Lombardo, vingt mille (20.000) parts sociales de catégorie J à Ernesto Moraggi, soixante-cinq mille (65.000) parts sociales de catégorie J à Vincenzo Morelli, dix mille (10.000) parts sociales de catégorie J à Sergio Amadeo, dix mille (10.000) parts sociales de catégorie J à Tommaso Cohen, huit mille (8.000) parts sociales de catégorie J à Stefano Maggioni, huit mille (8.000) parts sociales de catégorie J à Silvano Pozzi, et mille quatre cents (1.400) parts sociales de catégorie J à Gian Maria Esposito.

8 Divers.

ont unanimement requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois cent cinquante mille euros (EUR 350.000,-) pour le porter de son montant actuel de trois millions huit cent soixante-quinze mille trente-huit euros (EUR 3.875.038) à quatre millions deux cent vingt-cinq mille trente-huit euros (EUR 4.225.038,-).

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'émettre trois cent cinquante mille (350.000) parts sociales de catégorie J, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes par conversion en parts sociales de classe J d'instruments émis par la Société.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé, conformément à l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifiée, de la souscription de ces nouvelles parts sociales par Titan Management Holdco S.C.A., une société en commandite par actions régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 192872 (le "Souscripteur").

Conversion

Le Souscripteur a déclaré souscrire trois cent cinquante mille (350.000) nouvelles parts sociales de catégorie J, avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, émises par la Société, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de six cent huit mille cent cinquante-deux euros soixante-quatorze cents (EUR 608.152,74) par le Souscripteur et procéder à un paiement global en nature.

Les instruments émis par la Société représentent un montant total de neuf cent cinquante-huit mille cent cinquante-deux euros soixante-quatorze cents (EUR 958.152,74).

La preuve de la propriété par le Souscripteur des instruments a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé d'accepter la souscription de ces nouvelles parts sociales ainsi que la contribution en nature.

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit article sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital de la Société est fixé à quatre millions deux cent vingt-cinq mille trente-huit euros (EUR 4.225.038,-) représenté par quatre millions deux cent vingt-cinq mille trente-huit (4.225.038) parts sociales, qui sont divisées en:

- Trois cent quatre-vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-quinze (387.495) «Parts Sociales de Catégorie A», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-quatorze (387.494) «Parts Sociales de Catégorie B», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-huit (387.498) «Parts Sociales de Catégorie C», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cent un (387.501) «Parts Sociales de Catégorie D», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cent deux (387.502) «Parts Sociales de Catégorie E», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cent quatre (387.504) «Parts Sociales de Catégorie F», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées

- Trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cent cinq (387.505) «Parts Sociales de Catégorie G», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cent onze (387.511) «Parts Sociales de Catégorie H», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées
- Trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cent treize (387.513) «Parts Sociales de Catégorie I», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées, et
- Sept cent trente sept cinq cent quinze (737.515) «Parts Sociales de Catégorie J», ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), celles-ci étant entièrement libérées.

Sixième résolution

Les Associés ont décidé l'approbation, conformément à l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, comme modifiée, du transfert de vingt mille (20.000) parts sociales de catégorie J à Enrico Causero, vingt mille (20.000) parts sociales de catégorie J à Daniele Lombardo, vingt mille (20.000) parts sociales de catégorie J à Ernesto Moraggi, soixante-cinq mille (65.000) parts sociales de catégorie J à Vincenzo Morelli, dix mille (10.000) parts sociales de catégorie J à Sergio Amadeo, dix mille (10.000) parts sociales de catégorie J à Tommaso Cohen, huit mille (8.000) parts sociales de catégorie J à Stefano Maggioni, huit mille (8.000) parts sociales de catégorie J à Silvano Pozzi, et mille quatre cents (1.400) parts sociales de catégorie J à Gian Maria Esposito.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu(e) du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: F. Forster, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 16 mars 2016. GAC/2016/2145. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. BENTNER.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016097141/503.

(160067207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

TeamSystem HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 813.529,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.473.

In the year two thousand sixteen, on the first day of March.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared

Titan Management Investment S.à r.l., (formerly Titan Management Investment S.C.A.) a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of thirty-one thousand three hundred euro (EUR 31,300.-) with registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Company under number B 161443 (the "Shareholder");

hereby represented by Maître Stephan Weling, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 1 March 2016.

The said proxy shall be annexed to the present deed for registration purposes.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Team-System Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of two million nine hundred four thousand six hundred eighty-six euro (EUR 2,904,686), with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Edouard Delosch, notary then residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, of July 23, 2010, published in the Mémorial

C, Recueil des Sociétés et Associations number 1921 of September 17, 2010 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 154473 (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of said Maître Marc Loesch, of 1st March 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholder recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda, which is known by the Shareholder:

Agenda

1 To consider and, if thought fit, reduce the corporate capital of the Company by an amount of two million ninety-one thousand one hundred fifty-seven euro (EUR 2,091,157.-) so as to reduce it from its current amount of two million nine hundred four thousand six hundred eighty-six euro (EUR 2,904,686) to an amount of eight hundred thirteen thousand five hundred twenty-nine euro (EUR 813,529.-) by way of cancellation of two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class A shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class B shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class C shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class D shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class E shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class F shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class G shares, two hundred nine thousand one hundred fifteen (209,115) class H shares, two hundred nine thousand one hundred fifteen (209,115) class I shares, two hundred nine thousand one hundred fifteen (209,115) class J shares, and to pay out an amount of two million ninety-one thousand one hundred fifty-seven euro (EUR 2,091,157.-) to the Shareholder.

2 To consider and, if thought fit, amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions.

3 To consider and, if thought fit, confer all and any powers to the board of managers of the Company in order to implement the capital reduction hereinabove proposed.

4 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting resolved to reduce the corporate capital of the Company by an amount of two million ninety-one thousand one hundred fifty-seven euro (EUR 2,091,157.-) so as to reduce it from its current amount of two million nine hundred four thousand six hundred eighty-six euro (EUR 2,904,686) to an amount of eight hundred thirteen thousand five hundred twenty-nine euro (EUR 813,529.-) by way of cancellation of two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class A shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class B shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class C shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class D shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class E shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class F shares, two hundred nine thousand one hundred sixteen (209,116) class G shares, two hundred nine thousand one hundred fifteen (209,115) class H shares, two hundred nine thousand one hundred fifteen (209,115) class I shares, two hundred nine thousand one hundred fifteen (209,115) class J shares, and to pay out an amount of two million ninety-one thousand one hundred fifty-seven euro (EUR 2,091,157.-) to the Shareholder.

Second resolution

The extraordinary general meeting resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued capital.** The share capital is set at eight hundred thirteen thousand five hundred twenty-nine euro (EUR 813,529.-) represented by eight hundred thirteen thousand five hundred twenty-nine (813,529) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, which are divided into:

- forty-six thousand three hundred forty-five (46,345) class A shares (the "Class A Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- forty-six thousand three hundred forty-five (46,345) class B shares (the "Class B Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- forty-six thousand three hundred forty-nine (46,349) class C shares (the "Class C Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- forty-six thousand three hundred fifty-two (46,352) class D shares (the "Class D Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- forty-six thousand three hundred fifty-two (46,352) class E shares (the "Class E Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- forty-six thousand three hundred fifty-two (46,352) class F shares (the "Class F Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;

- forty-six thousand three hundred fifty-three (46,353) class G shares (the "Class G Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and

- forty-six thousand three hundred fifty-nine (46,359) class H shares (the "Class H Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and
- forty-six thousand three hundred sixty (46,360) class I shares (the "Class I Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-), each, all subscribed and fully paid up; and
- three hundred ninety-six thousand three hundred sixty-two (396,362) the class J shares ("Class J Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up."

Third resolution

The extraordinary general meeting resolved to confer all and any powers to the board of managers of the Company in order to implement the above resolutions.

The board of managers of the Company is notably entitled and authorised to make the reimbursement of capital to the shareholders of the Company by payments in cash or in kind, to fix the date and other formalities of such payment and to do all other things necessary and useful in relation to the above resolutions.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le premier mars,

par-devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Titan Management Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de trente-et-un mille trois cent euros (EUR 31.300,-), ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161443 (l'«Associé»);

ici représentée aux fins des présentes par Maître Stephan Weling, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 1^{er} mars 2016.

La prédite procuration restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de TeamSytem Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de deux millions neuf cent quatre mille six cent quatre-vingt-six euro (EUR 2.904.686,-), dont le siège social est au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte Maître Edouard Delosch, notaire alors de résidence à Rambrouch, en date du 23 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1921 du 17 septembre 2010 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154473 (la «Société»).

Les statuts ont été modifiés la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 1^{er} mars 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Réduction du capital social de la Société d'un montant de deux millions quatre-vingt-onze mille cent cinquante-sept euros (EUR 2.091.157,-) afin de le porter de son montant actuel de deux millions neuf cent quatre mille six cent quatre-vingt-six euro (EUR 2.904.686,-) à huit cent treize mille cinq cent vingt-neuf euros (EUR 813.529,-) par annulation de deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie A, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie B, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie C, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie D, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie E, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie F, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie G, deux cent neuf mille cent quinze (209.115,-) parts sociales de catégorie H, deux cent neuf mille cent quinze (209.115,-) parts sociales de catégorie I, deux cent neuf mille cent quinze (209.115,-) parts sociales de catégorie

J, ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et paiement d'un montant de deux millions quatre-vingt-onze mille cent cinquante-sept euros (EUR 2.091.157,-) à l'Associé.

2 Modification de l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter la réduction de capital.

3 Délégation de tous pouvoirs au Conseil de Gérance pour l'exécution de la réduction de capital ci-dessus proposée.

4 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de deux millions quatre-vingt-onze mille cent cinquante-sept euros (EUR 2.091.157,-) afin de le porter de son montant actuel de deux millions neuf cent quatre mille six cent quatre-vingt-six euro (EUR 2.904.686,-) à huit cent treize mille cinq cent vingt-neuf euros (EUR 813.529,-) par annulation de deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie A, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie B, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie C, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie D, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie E, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie F, deux cent neuf mille cent seize (209.116,-) parts sociales de catégorie G, deux cent neuf mille cent quinze (209.115,-) parts sociales de catégorie H, deux cent neuf mille cent quinze (209.115,-) parts sociales de catégorie I, deux cent neuf mille cent quinze (209.115,-) parts sociales de catégorie J, ayant chacune une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et de payer un montant de deux millions quatre-vingt-onze mille cent cinquante-sept euros (EUR 2.091.157,-) à l'Associé.

Deuxième résolution

L'Associé a décidé de modifier l'alinéa premier de l'article 5 des statuts de la Société. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Emis.** Le capital social est fixé à huit cent treize mille cinq cent vingt-neuf euros (EUR 813.529,-) divisé en huit cent treize mille cinq cent vingt-neuf (813.529) parts sociales divisées en

- Quarante-six mille trois cent quarante-cinq (46.345) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe A») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent quarante-cinq (46.345) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe B») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent quarante-neuf (46.349) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe C») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent cinquante-deux (46.352) parts sociales de classe D (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe D») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent cinquante-deux (46.352) parts sociales de classe E (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe E») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent cinquante-deux (46.352) parts sociales de classe F (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe F») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent cinquante-trois (46.353) parts sociales de classe G (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe G») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent cinquante-neuf (46.359) parts sociales de classe H (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe H») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Quarante-six mille trois cent soixante (46.360) parts sociales de classe I (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe I») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;

- Trois cent quatre-vingt-seize mille trois cent soixante-deux (396.362) parts sociales de classe J (les «Parts Sociales Ordinaires de Classe J») avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Troisième résolution

L'Associé a décidé de déléguer aux gérants de la Société tous pouvoirs pour mettre en oeuvre les résolutions ci-dessus.

Chaque gérant est notamment autorisé et mandaté à effectuer le remboursement du capital à l'Associé par voie de paiement en espèces ou en nature, à fixer la date et toutes autres modalités de ces paiements, et à prendre toute autre mesure nécessaire et utile en relation avec les résolutions prises ci-dessus.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. Weling, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 16 mars 2016. GAC/2016/2149. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. BENTNER.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 15 avril 2016.

Référence de publication: 2016097143/195.

(160067207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

Prospector Rig 1 Contracting Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.100,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 168.393.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 avril 2016.

Référence de publication: 2016100560/10.

(160071192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Q8 Veinen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9838 Rodershausen, 1, Dosberbrëck.

R.C.S. Luxembourg B 171.710.

Les comptes annuels au 31 janvier 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016100582/10.

(160071412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Quetzal Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 97.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour QUETZAL INVESTMENTS

United International Management S.A.

Référence de publication: 2016100581/11.

(160070906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.

Pix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 133.935.

Les comptes annuels au 31 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016100574/9.

(160071592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2016.
